Groupe SARETEC

CLAIMS FEEDBACK INTELLIGENCE
by Saretec

ENTRE DEUX EAUX

NOUVEAUX **ENJEUX** DE LA RESSOURCE **EAU**

Février 2025

#l'édito

Après l'air que nous respirons, **l'eau constitue la plus précieuse ressource naturelle** de la planète. Nous sommes aujourd'hui confrontés à **un nouveau contexte**, qui surprend par **son caractère systémique, intense et par la rapidité de ses effets** sur l'ensemble des territoires et des activités économiques. Ce nouveau contexte se caractérise par :

- **Une modification du cycle naturel de l'eau** et **une tension sur la ressource** en eau douce, qui devient structurelle ;
- Des **aléas climatiques plus extrêmes et plus fréquents**, qui se traduisent par des inondations, des tempêtes et du stress hydrique ;
- **Des enjeux de qualité des ressources** sous l'effet du changement climatique et des modes de production et de consommation.

Ces événements, interconnectés et souvent interdépendants, posent de nouveaux défis d'adaptation et de résilience. Penser que les ressources en eau seront toujours disponibles pour répondre à l'ensemble de nos besoins est une idée caduque.

L'eau est un **élément central pour l'activité du groupe Saretec.** Sur les 400 000 sinistres que nous gérons chaque année, l'eau est présente dans plus de 2 missions sur 3 (événements de grandes ampleurs, dégâts des eaux, défaut d'étanchéité à l'eau...). Nous sommes donc un **témoin privilégié de l'omniprésence de l'eau dans nos vies**. Via notre approche Claims Feedback Intelligence, nous avons à cœur de sensibiliser toutes les parties prenantes qui dépendent de l'eau et de mettre à disposition notre savoir-faire pour mieux gérer et prévenir les impacts de ces événements.

Cette étude rappelle le caractère vital de la ressource eau en explicitant les grands enjeux et les usages sur notre territoire et ailleurs. Elle met ensuite en exergue les grands risques liés à l'eau et les défis à relever par les entreprises.

Nous sommes convaincus qu'elle apportera un éclairage sur les enjeux liés à la ressource eau et participera à améliorer la gestion des risques qu'elle induit. Ce partage d'expériences et de connaissances s'inscrit dans **la poursuite de notre engagement constant à œuvrer pour un monde plus sûr pour tous**.

AVANT-PROPOS

L'eau a un caractère multidimensionnel.

L'eau est présente dans toutes nos activités et dans notre environnement, du plus intime (l'hygiène) au plus technique (secteur industriel et agricole). De plus, l'eau traverse nos territoires (rivières, lacs, fleuves...). Elle entoure les terres, les continents et les îles...

Elle est donc de tous les espaces et de tous les temps. **Omniprésente**.

Mais **les activités humaines ont mis à mal la distribution qualitative et quantitative de l'eau douce**, alors même que la croissance démographique et économique accentue la pression sur cette ressource. Et pourtant, l'eau reste essentielle à notre vie.

En tant qu'acteur de la gestion de sinistres, Saretec bénéficie d'une vision grand angle de la problématique des risques, notamment ceux liés à l'eau (trop ou pas assez) car ils constituent une grande partie de ceux que nous traitons (2 sinistres sur 3 sont liés à l'eau). Autant dire que nous avons un large panorama d'exemples pour aborder les actualités nombreuses sur ce sujet.

Nous avons donc souhaité **partager nos expériences** et vous **proposer des pistes de réflexion**, inspirées par notre expertise, des témoignages d'experts... pour mieux appréhender cette thématique essentielle, et qui le sera davantage à l'avenir eu égard au changement climatique.

#sommaire

L'eau au coeur de notre métier 6

L'eau, la vie : cartographie de la ressource 9

Qui en utilise le plus ? 19

Les risques majeurs liés à la ressource eau 25

L'expert à valeur ajoutée : la Claims Feedback Intelligence 37

#1

L'EAU AU CŒUR DE NOTRE MÉTIER

L'EAU AU CŒUR DE NOTRE MÉTIER

LE POINT DE DÉPART DE NOTRE APPROCHE CLAIMS FEEDBACK INTELLIGENCE : LA RÉALITÉ DU TERRAIN

Par essence, **le métier d'expert en gestion de sinistres IARD** (Incendie, Accidents et Risques Divers) est **rythmé par la présence de l'eau, son absence, sa rareté**. De plus, nous intervenons dans de nombreux domaines/secteurs où l'eau est un facteur déterminant et sa gestion un élément clé.

Nos missions couvrent un large spectre de situations, de la gestion des sinistres liés aux dégâts des eaux, aux infiltrations sur les bâtiments ou à la pollution par ruissellement, en passant par l'accompagnement des acteurs de la gestion de l'eau.

Chaque année, le groupe Saretec gère près de 400 000 sinistres.

Ces situations du quotidien nous permettent de porter un regard sur l'importance de l'eau pour nos divers usages.

Dans une optique d'amélioration continue, nos outils de **Claims Feedback Intelligence** nous permettent **d'avoir des informations privilégiées sur l'ampleur des phénomènes et leur évolution**.

Ainsi, nous pouvons adapter nos solutions pour **prévenir, gérer et atténuer les impacts des risques liés à l'eau**.

L'EAU AU CŒUR DE NOTRE MÉTIER

Dégâts des eaux

4 160 dégâts des eaux sont déclarés en France chaque jour

Top 1 des missions Saretec, **40 %** du volume de nos missions

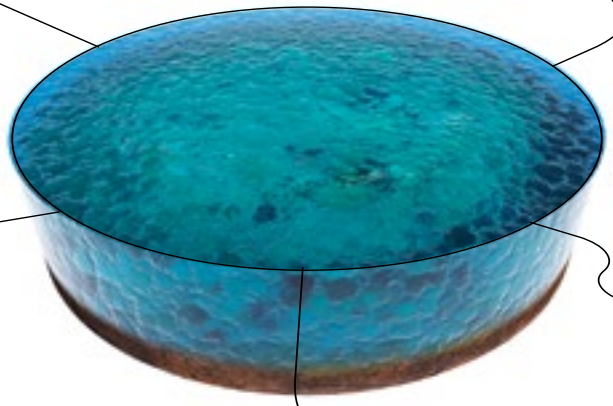
Source : Groupe Saretec.

Pathologies du bâtiment

L'étanchéité à l'eau est le fléau **numéro un** dans la construction en France

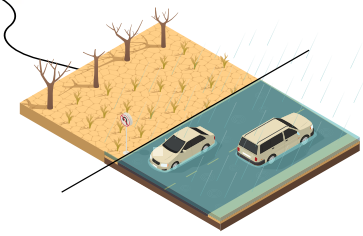
64% de la manifestation des désordres en 2021-2023

Source : Saretec et AQC – Observatoire de la qualité construction



Pollution

Interventions en cas de pollution accidentelle de l'eau, rejets liquides ou gazeux, fuites de cuve ou de canalisation



Évènements climatiques

En moyenne, depuis 2020, **15 %** de nos missions relèvent d'événements climatiques, **20 %** en 2023 à cause des épisodes de grêle et un épisode de sécheresse record

Source : Groupe Saretec.

Filière de l'eau

Accompagnement des acteurs de l'eau, en régie ou en délégation de service public, sur plusieurs compétences

#2

L'EAU, LA VIE :

CARTOGRAPHIE DE LA RESSOURCE

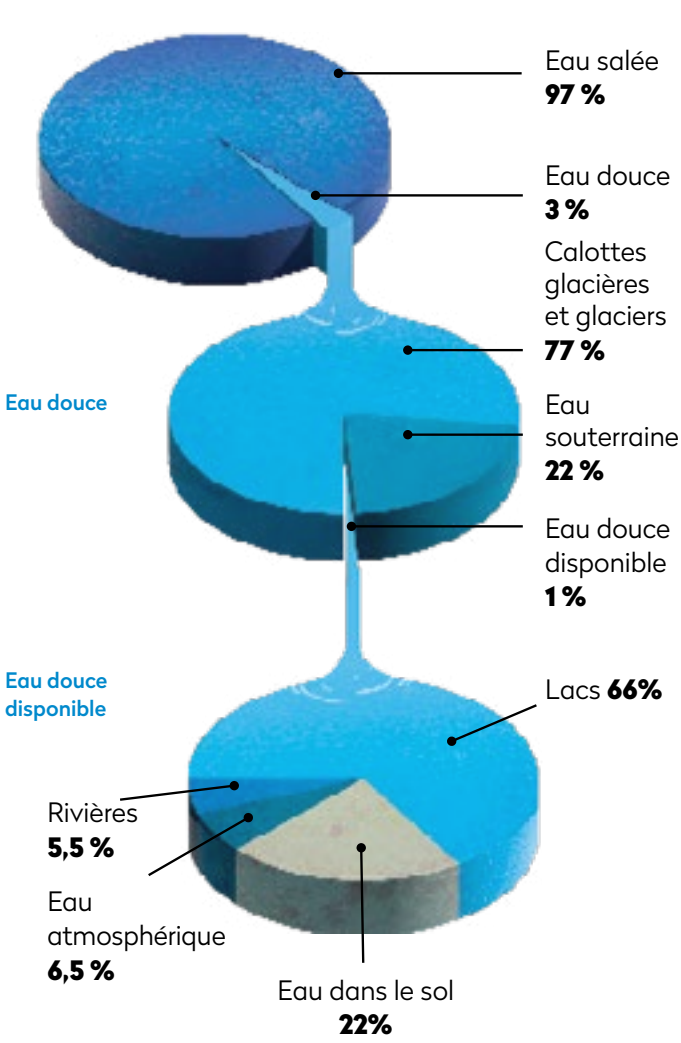
L'EAU, LA VIE : CARTOGRAPHIE DE LA RESSOURCE

QUELQUES REPÈRES

La planète bleue est en fait **très pauvre en eau**.
L'eau représente environ 0,1 % de la masse de la Terre.
L'eau est présente sur **71 % de la surface** de la Terre, mais sur **seulement 4 km à 5 km d'épaisseur** alors que son rayon mesure 6 371 km.

Le volume d'eau sur Terre est constant depuis 3 milliards d'années, estimé à environ 1,4 milliard de km^3.
Contrairement aux minerais et aux hydrocarbures, **l'eau ne s'épuise pas** : elle s'évapore, forme de la vapeur qui, en se transformant en pluie, va alimenter les mers, les cours d'eau et les nappes souterraines.

La part de l'eau douce disponible



Source : Centre d'information sur l'eau

L'eau douce représente 3 % de l'eau totale du globe sous différentes formes. L'eau est également contenue à diverses profondeurs de la Terre et à toutes températures, jouant un rôle majeur dans la modélisation des reliefs, les mouvements de plaques, la transformation des magmas, des roches et la géothermie.

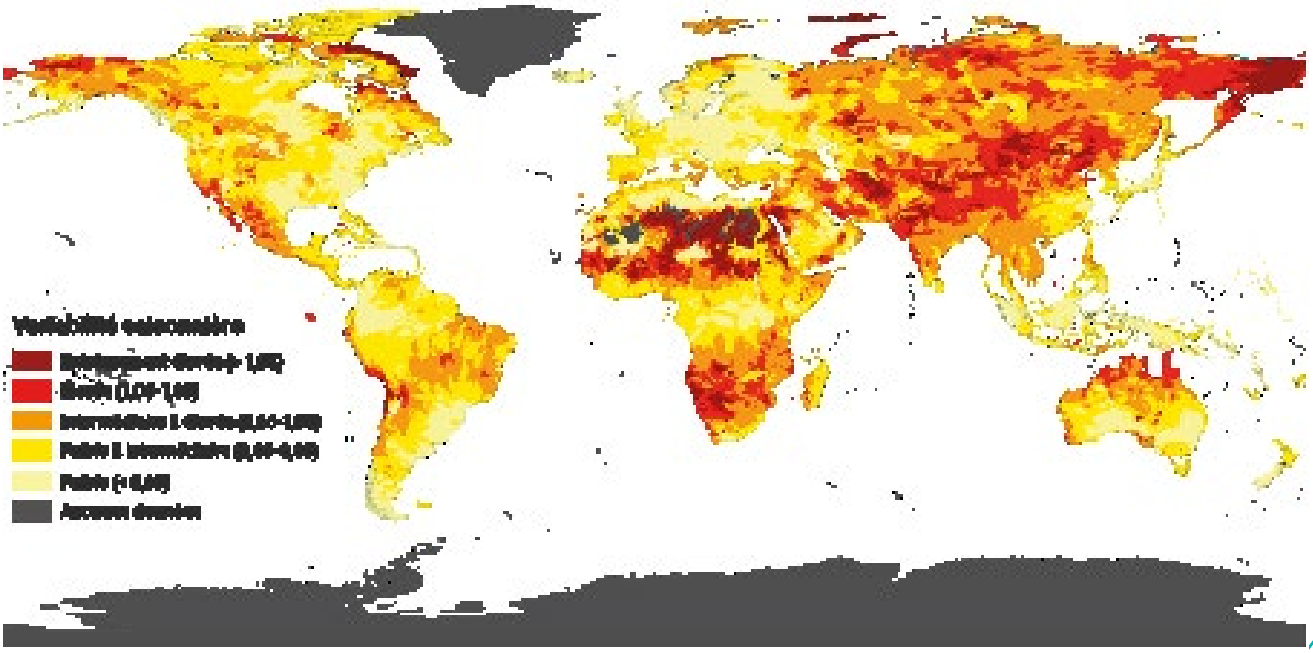
La quantité d'eau douce facilement accessible pour les activités humaines ne représente que **0,01 % du volume d'eau sur Terre**.

L'EAU, LA VIE : CARTOGRAPHIE DE LA RESSOURCE

LA DISPONIBILITÉ DE L'EAU DOUCE ET LE STRESS HYDRIQUE

Neuf pays détiennent 60 % des ressources d'eau douce : le Canada, la Chine, la Colombie, le Pérou, le Brésil, la Russie, les États-Unis, l'Indonésie et l'Inde. De plus, la **répartition naturelle des ressources en eau** se caractérise, en général, par une **variabilité élevée ou extrême**.

Variabilité saisonnière de la disponibilité de l'eau



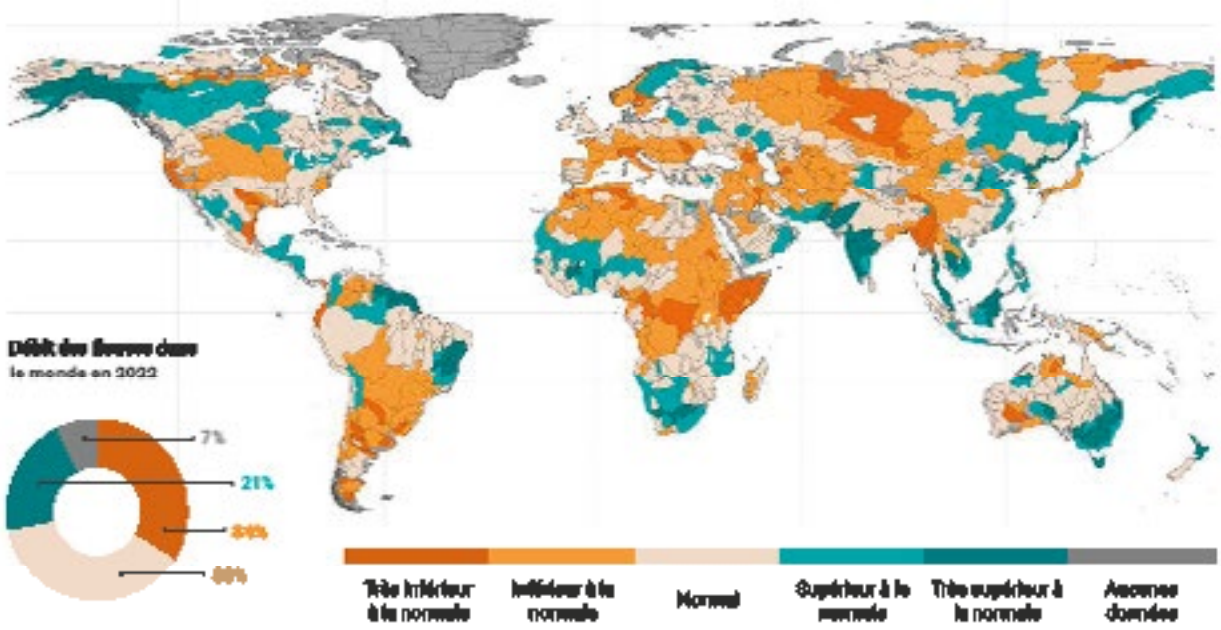
Note : La variabilité saisonnière mesure la variabilité moyenne de l'approvisionnement en eau disponible au cours d'une année, y compris les approvisionnements en eaux de surface et en eaux souterraines renouvelables. Les valeurs les plus grandes indiquent de plus fortes variations de la disponibilité au cours d'une année.
Source : WRI (2019). Licence CC BY 4.0. (ONU Rapport mondial)

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a modélisé les anomalies des débits annuels des fleuves en 2022, à partir d'un ensemble de huit systèmes mondiaux de modélisation hydrologique. Il en ressort que la variabilité du débit ne cesse de s'accroître, soit en hausse, soit en baisse. De ce fait, **si la quantité d'eau sur Terre est constante, le changement climatique tend à modifier la répartition spatiale et temporelle des précipitations**.

En France, à horizon 2050, **la variabilité saisonnière des précipitations pourrait augmenter avec une hausse de l'ordre de 15 % en hiver et une baisse de l'ordre de 10 % en été**.

L'EAU, LA VIE : CARTOGRAPHIE DE LA RESSOURCE

Débit moyen des fleuves dans le monde en 2022 comparé à la période 1991-2020 (pour les bassins d'une superficie supérieure à 10 000 km²)



Note : Les résultats s'appuient sur une modélisation obtenue à partir d'un ensemble de huit systèmes mondiaux de modélisation hydrologique. - Source : OMM, (ONU Rapport mondial)

LA QUALITÉ DE L'EAU

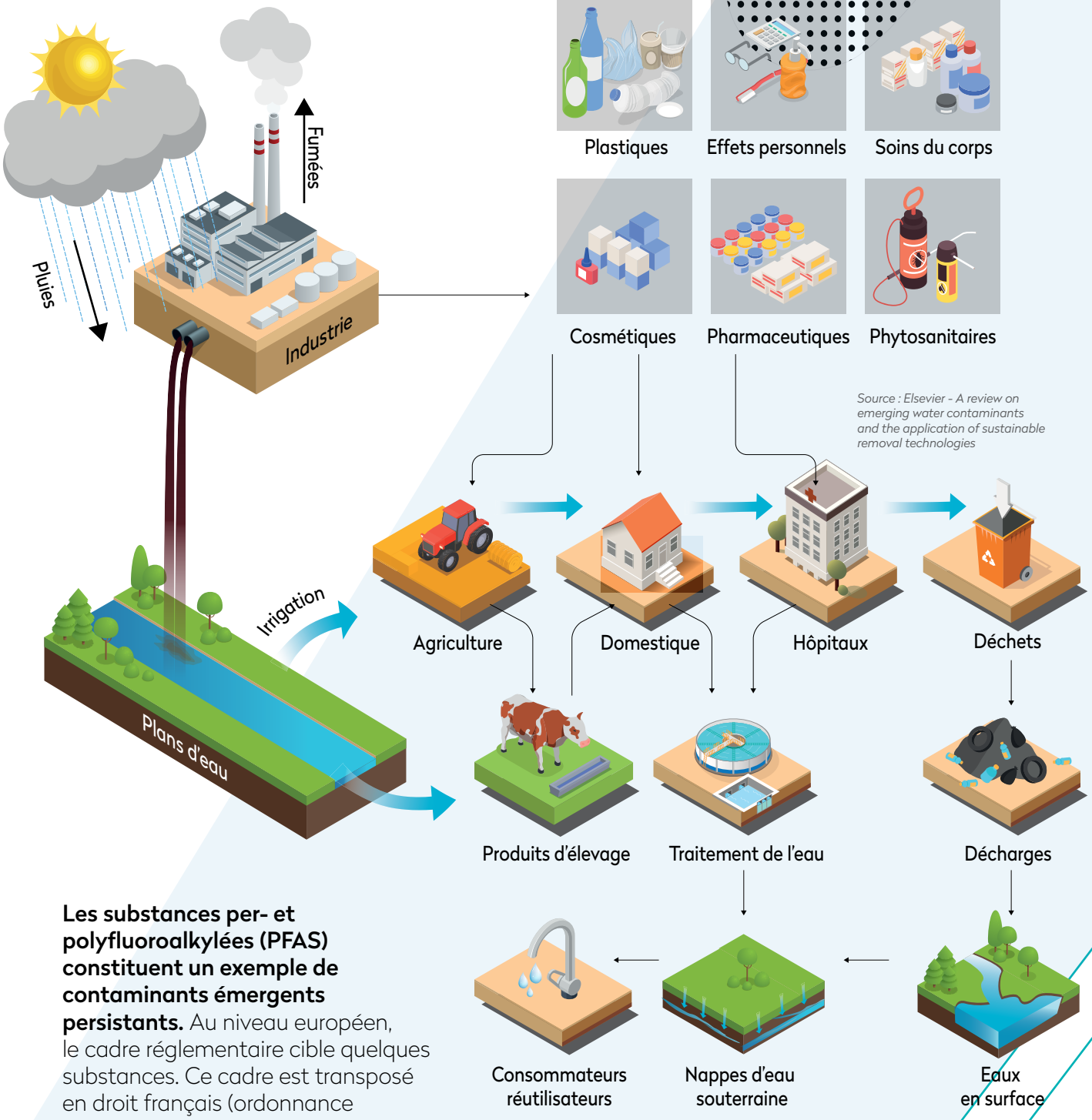
Selon l'ONU, dans les pays à faible revenu, la mauvaise qualité de l'eau ambiante résulte principalement d'un traitement insuffisant des eaux usées tandis que dans les pays à revenu élevé, les eaux de ruissellement agricole posent le problème le plus grave. **Les données relatives à la qualité de l'eau restent rares à l'échelle mondiale**.

Jusque dans les années 90, les composés dangereux non polaires, c'est-à-dire les **polluants organiques persistants** (POP) et les **métaux lourds, focalisaient l'intérêt** et étaient considérés comme polluants prioritaires. La réduction drastique d'émissions, liée à l'adoption et la mise en œuvre de mesures appropriées, et l'élimination progressive de sources de pollution majeures les ont rendues moins cruciaux.

L'**émission de contaminants** non réglementés, qualifiés de **« nouveaux » ou « émergents »**, **suscite une nouvelle attention**, pour des raisons sanitaires et environnementales. Cela induit un **durcissement des réglementations et de nouveaux défis** pour les acteurs de l'eau.

Si les contaminants réglementés sont suivis de manière assez fine, ils ne représentent cependant qu'une part infime des micropolluants connus. De plus, les effets sur la santé humaine des expositions à long terme aux micropolluants présents dans les eaux, de même que leurs effets globaux sur l'environnement, restent encore à étudier.

LES "NOUVEAUX" CONTAMINANTS



Source : Elsevier - A review on emerging water contaminants and the application of sustainable removal technologies

Les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) constituent un exemple de contaminants émergents persistants. Au niveau européen, le cadre réglementaire cible quelques substances. Ce cadre est transposé en droit français (ordonnance n° 2022-1611, arrêté du 2 février 1998, arrêté du 26 avril 2022). De plus, le plan français PFAS 2023-2027 impose des limites de rejets pour certains sites industriels classés (ICPE).

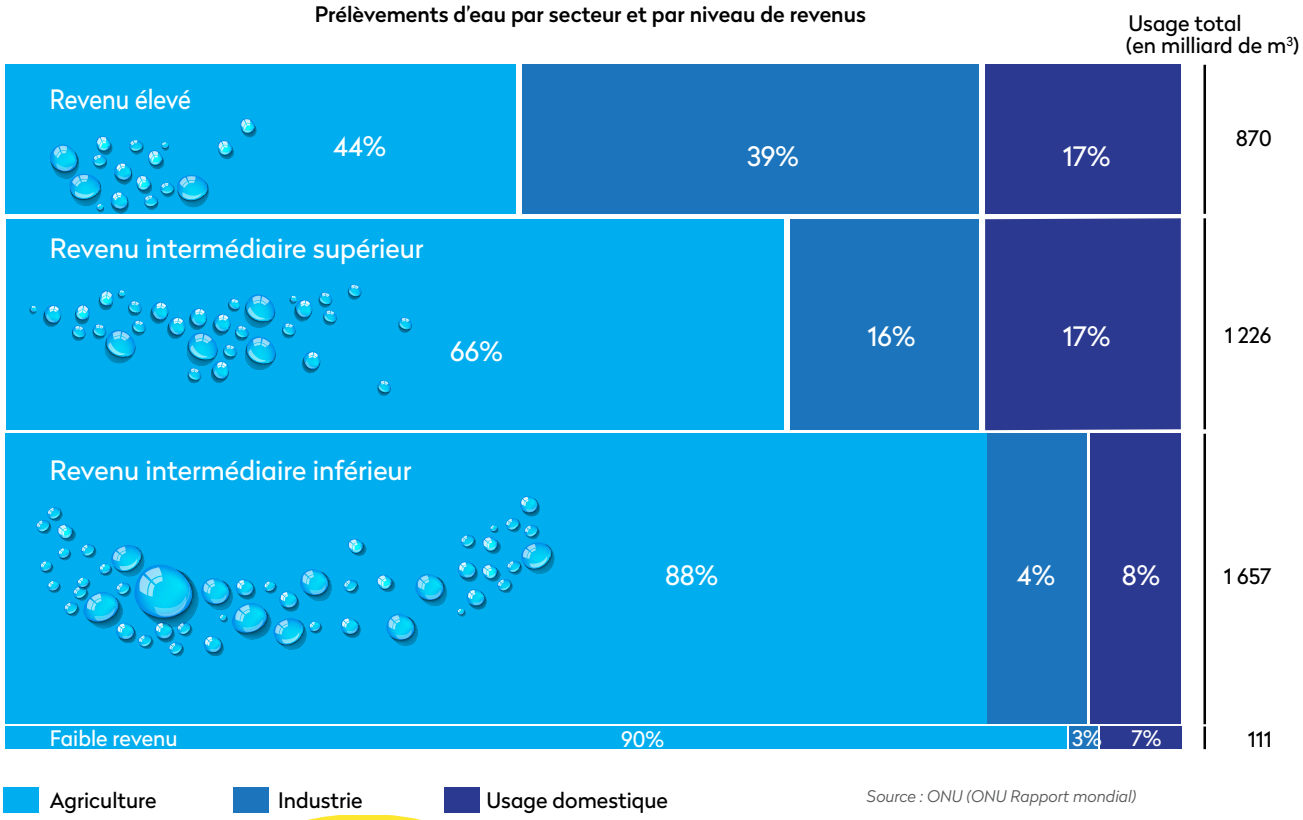
En France, l'eau du robinet est l'un des denrées les plus contrôlées. Elle fait l'objet d'un suivi sanitaire permanent, destiné à en garantir la sécurité sanitaire.

Le ministère de la Santé met à disposition une carte, commune par commune, présentant les résultats de ces contrôles (https://sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/eau).

L'EAU, LA VIE : CARTOGRAPHIE DE LA RESSOURCE

LA DEMANDE EN EAU

Au niveau mondial, **l'agriculture** exploite **70 % des volumes d'eau douce prélevés**, suivie par **l'industrie**, avec un peu **moins de 20 %**, puis environ **12 %** pour les **usages domestiques** (ou municipaux). Toutefois, ces taux varient considérablement selon le niveau de développement économique des pays.



Source : ONU (ONU Rapport mondial)

Si l'emploi des ressources en eau douce s'est stabilisé dans la plupart des pays d'Amérique du Nord et d'Europe depuis le début des années 1980 (École des sciences hydrologiques de l'Institut des sciences géologiques des États-Unis, 2018 ; Kuzma et al., 2023), **la demande mondiale en eau douce continue de croître de près de 1 % par an dans le reste du monde** (Aquastat, s.d.).

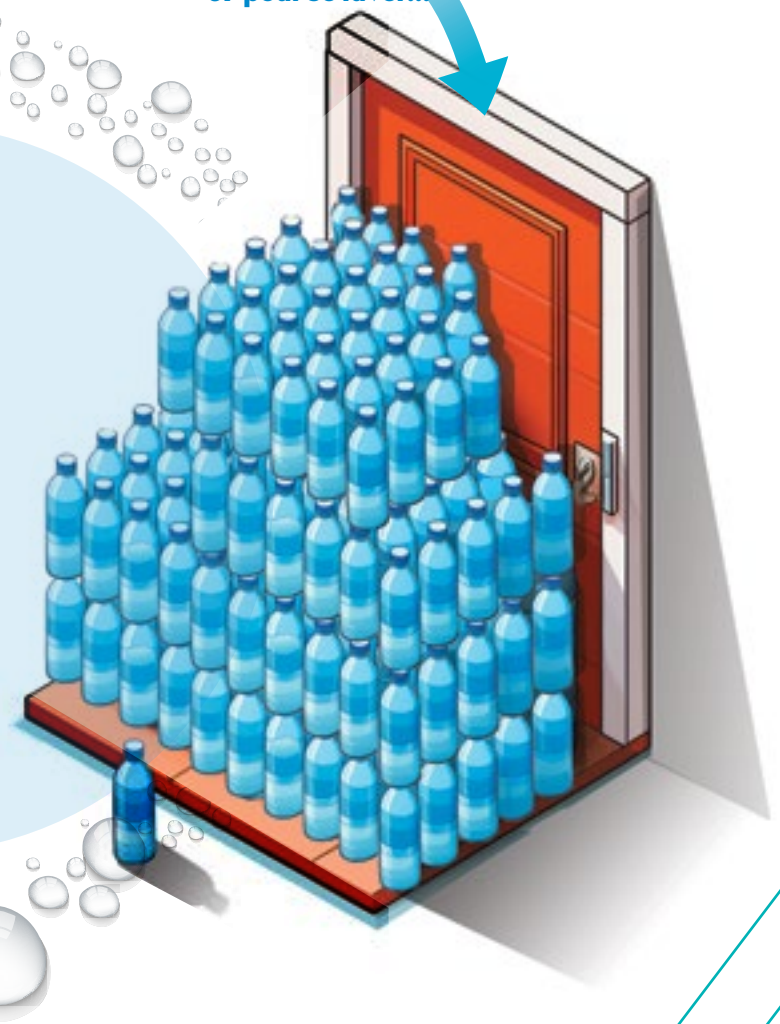
Cet accroissement s'explique par l'effet conjugué du **développement socio-économique et de l'évolution consécutive des modes de consommation**, notamment des régimes alimentaires. Ainsi, pour l'essentiel, cette augmentation concerne les villes, les pays et les régions qui connaissent un développement économique rapide, notamment les économies émergentes. La croissance démographique est moins impactante, car elle est soutenue là où la consommation en eau par habitant est faible.

L'EAU, LA VIE : CARTOGRAPHIE DE LA RESSOURCE

EN FRANCE, NOUS UTILISONS 148 LITRES D'EAU POTABLE PAR JOUR ET PAR PERSONNE !

Cela revient à imaginer que chaque matin,
100 bouteilles d'eau d'1,5 litres sont devant notre porte.

**1 seule est pour boire,
39 pour se laver...**



RÉPÈRES

Répartition de l'utilisation

39%	Se laver
20%	Aller aux WC
12%	Laver son linge
10%	Faire la vaisselle
6%	Cuisiner
6%	Laver sa voiture ou arroser son jardin
1%	Boire
6%	Divers

Source : VigiEau

NOTRE EMPREINTE EAU

Depuis novembre 2024, **l'ADEME a lancé avec les agences de l'eau son nouvel outil de sensibilisation à l'empreinte eau**.
Élaboré sur le même modèle que le calculateur de l'empreinte carbone déjà disponible, ce nouveau calculateur devient ainsi le premier **calculateur « multi-empreintes » permettant à chaque citoyen de s'informer et d'agir** sur l'impact global de son mode de vie.

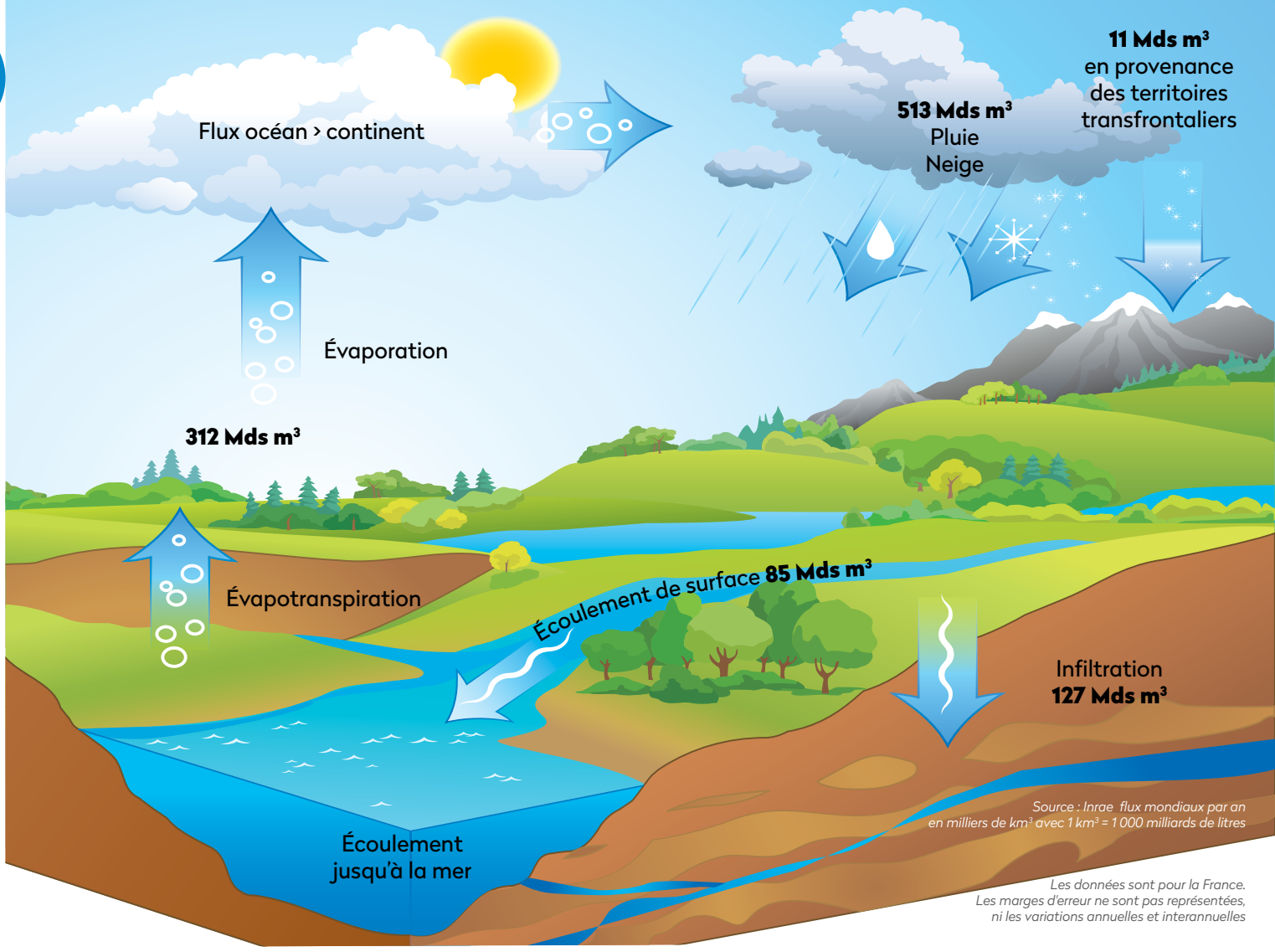
Selon les premières estimations, l'empreinte eau atteint entre 6 000 litres et 9 000 litres par jour par individu.
Le concept d'empreinte eau présente l'intérêt de faire prendre conscience de notre dépendance à l'eau pour notre consommation courante, mais il ne dit rien des conditions dans lesquelles cette eau a été captée.

LE CYCLE DE L'EAU

L'eau fonctionne en circuit fermé, le même depuis des milliards d'années. **C'est toujours la même eau qui circule et se transforme en permanence** dans l'atmosphère, à la surface et dans le sous-sol de la Terre.

LE GRAND CYCLE DE L'EAU

L'eau douce se déplace entre différents compartiments, atmosphères, océans, en décrivant un cycle sous différentes formes : vapeur, pluie, glace et neige. **De cette circulation et de ces équilibres dépend la vie sur Terre.**



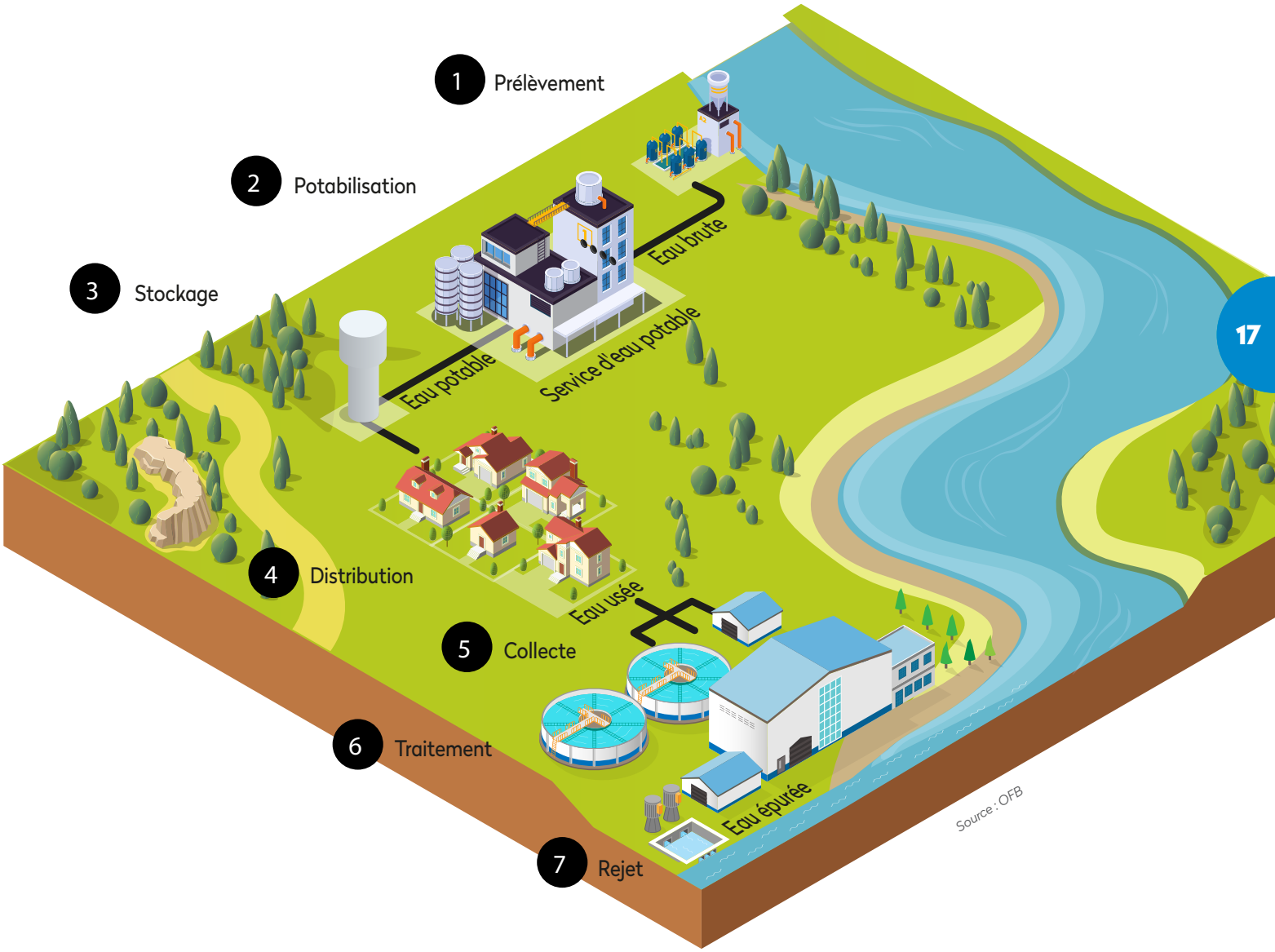
Source : Inrae flux mondiaux par an en milliers de km³ avec 1 km³ = 1 000 milliards de litres

Les données sont pour la France. Les marges d'erreur ne sont pas représentées, ni les variations annuelles et interannuelles

LE PETIT CYCLE DE L'EAU

Pour l'usage de la ressource, l'homme a mis en place des installations et un circuit pour rendre l'eau potable et pour assurer le traitement des eaux usées avant le rejet dans le milieu naturel.

Le petit cycle de l'eau désigne le parcours que l'eau emprunte, du point de captage dans la rivière ou la nappe d'eau souterraine **jusqu'à son rejet dans le milieu naturel**.



L'EAU, LA VIE : CARTOGRAPHIE DE LA RESSOURCE

LE FAUX PARADOXE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique impacte aussi directement les ressources en eau, avec des conséquences diverses : inondations, sécheresses, et parfois les deux.

Tout semble opposer les épisodes de sécheresse et ceux de pluie intense, comme les inondations récentes à Valence, en Espagne. Pourtant, du fait du réchauffement climatique, **ces deux extrêmes agissent de concert**. Les deux phénomènes, la sécheresse en lame de fond et des épisodes de pluie intenses, peuvent alterner.

La sécheresse croissante représente l'évolution « au long cours ». Avec des précipitations qui deviennent globalement moins importantes sur l'ensemble du pourtour méditerranéen et une évaporation croissante (parce qu'il fait plus chaud), les sols des zones riveraines de cette mer ont globalement tendance à voir leur humidité diminuer.

Mais, par ailleurs, **le réchauffement climatique augmente la température de surface de la Méditerranée, ce qui accroît la teneur en vapeur d'eau** de l'atmosphère située juste au-dessus. Cela favorise ainsi des épisodes pluvieux très intenses pendant l'automne, quand de l'air déjà froid venant du nord « bloque » durablement de l'air humide venant du sud et qui engendre des précipitations.

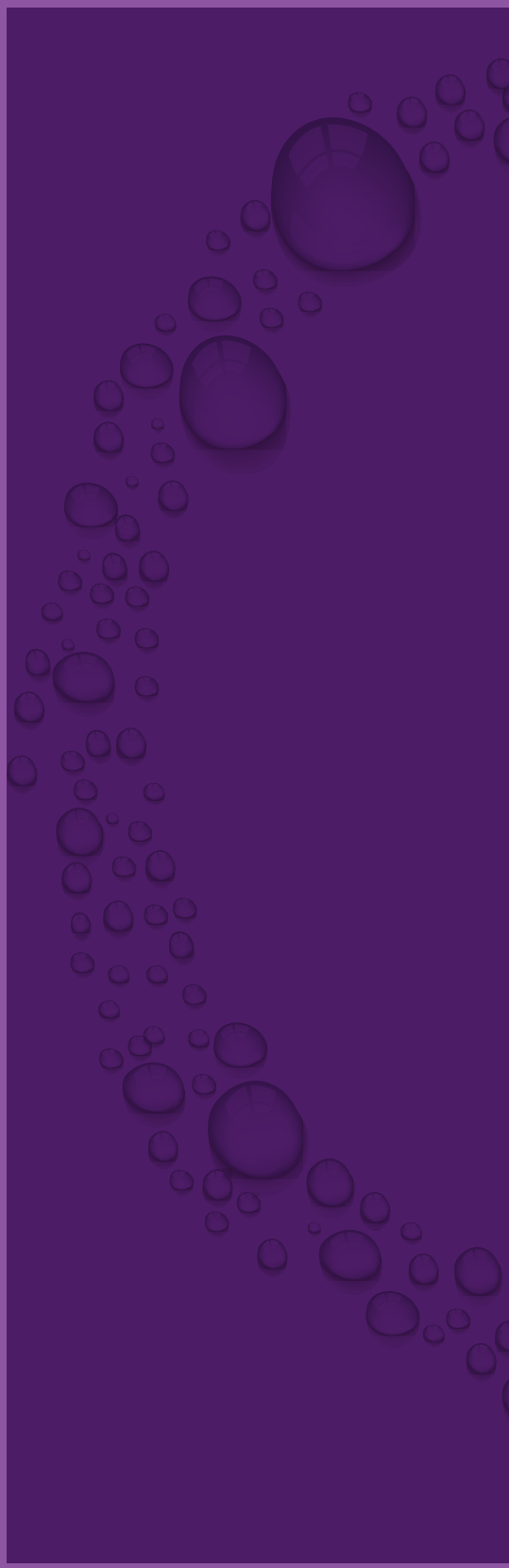
Ces deux types de catastrophes climatiques sont donc les deux faces d'une même pièce, rendus plus fréquents et/ou plus intenses à l'échelle de la France, et parfois mixés, avec une alternance de sécheresse et d'inondations sur les mêmes territoires. **C'est un nouveau cycle de l'eau, parfois contrarié, auquel les territoires devront s'adapter**.

Impact du changement climatique en France, déjà visible et à venir, d'ici à 2050

Source : Observatoire national des effets du réchauffement climatique, 2023.

#3

QUI EN UTILISE
LE PLUS ?



QUI EN UTILISE LE PLUS ?

S'APPROPRIER LES ENJEUX DE L'EAU PAR SES CONCEPTS CLÉS

Les notions d'eau renouvelable, de prélèvement et de consommation sont souvent l'objet de confusion dans le débat public.

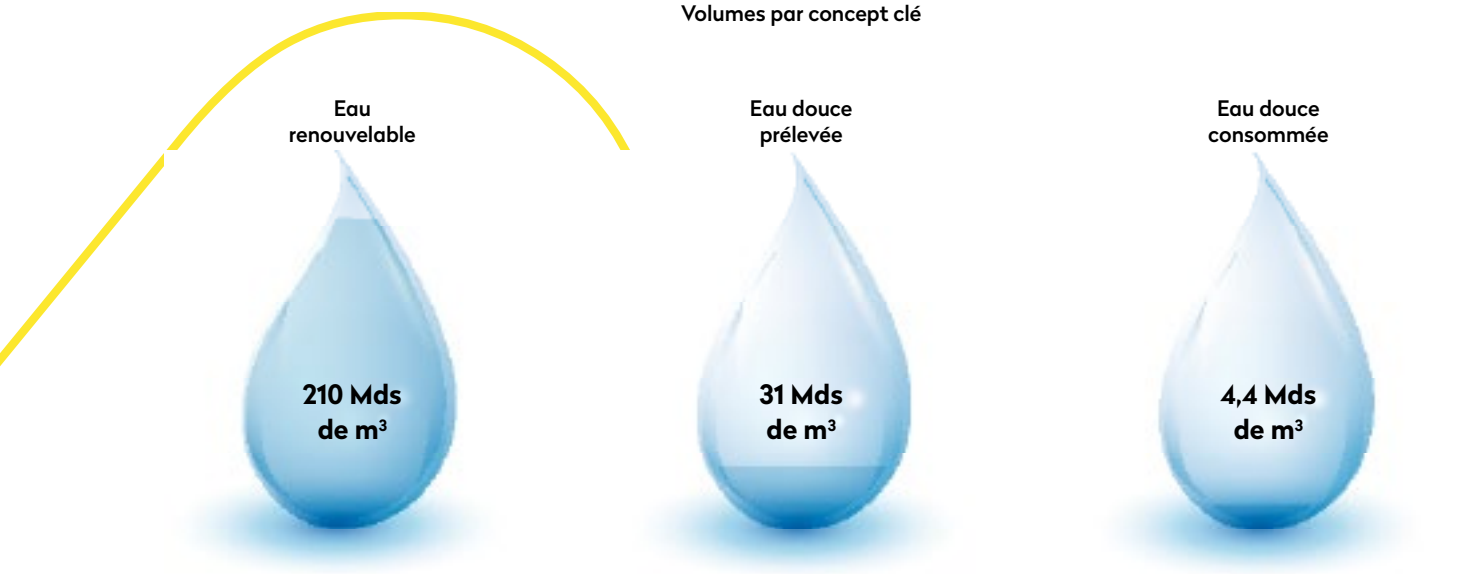
L'eau renouvelable sur un territoire correspond au volume d'eau annuel issu des précipitations qui ruissellent vers les cours d'eau et les lacs ou qui s'infiltrent dans les nappes libres par le cycle naturel de l'eau. Au cours de la période 1990-2018, en France hexagonale et en Corse, **le volume annuel d'eau renouvelable s'élève à environ 210 milliards de m³** (source : France Stratégie). Ce **volume a diminué de 14 %** (-33 milliards de m³) entre la période 1990-2001 et la période 2002-2018, essentiellement du fait de la baisse des précipitations (-31 milliards de m³).

L'eau prélevée correspond, selon la définition de l'OCDE, « **aux volumes d'eau douce extraits définitivement ou temporairement d'une source souterraine ou de surface et transportés sur leur lieu d'usage** ».

Si les prélèvements semblent faibles au regard de l'eau renouvelable, cette agrégation à l'échelle nationale masque le fait que, dans certains territoires, les prélèvements peuvent dépasser la ressource renouvelable, ce qui entraîne des conflits d'usage ou une sollicitation des stocks non renouvelables. De plus, cela masque les tensions qui peuvent apparaître à certaines périodes de l'année.

L'eau consommée, selon les Nations unies, la consommation correspond à la **part du prélèvement qui ne retourne pas directement à la ressource mobilisable**, c'est-à-dire aux eaux de surface et aux nappes, du fait de l'évapotranspiration et de l'incorporation dans les produits. Toutefois, l'eau « consommée » sera *in fine* amenée à revenir sur Terre sous forme de précipitations et donc à redevenir de l'eau « renouvelable » mais probablement à des milliers de kilomètres...

Volumes par concept clé



Source : France Stratégie

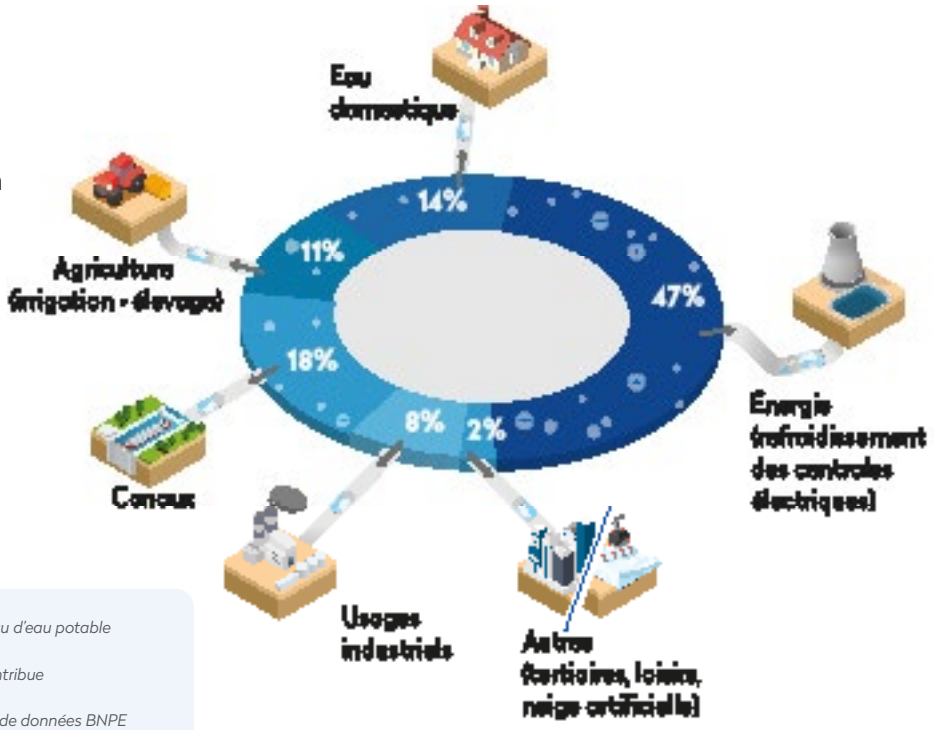
QUI EN UTILISE LE PLUS ?

LES SECTEURS USAGERS DE L'EAU : SYNTHÈSE

POUR LES PRÉLÈVEMENTS

Les volumes d'eau prélevés varient sur le territoire en fonction des activités prédominantes. La convention en vigueur est de retenir l'utilisateur premier de la ressource et non l'utilisateur final. De plus, seuls les préleveurs importants (> 10 000 m³/an en zone normale) sont renseignés dans la Banque nationale des prélèvements quantitatifs en eau (BNPE).

Contribution des différentes activités anthropique aux prélèvements en eau



Note : les prélèvements comprennent l'eau du réseau d'eau potable et l'eau prélevée dans les nappes et rivières.

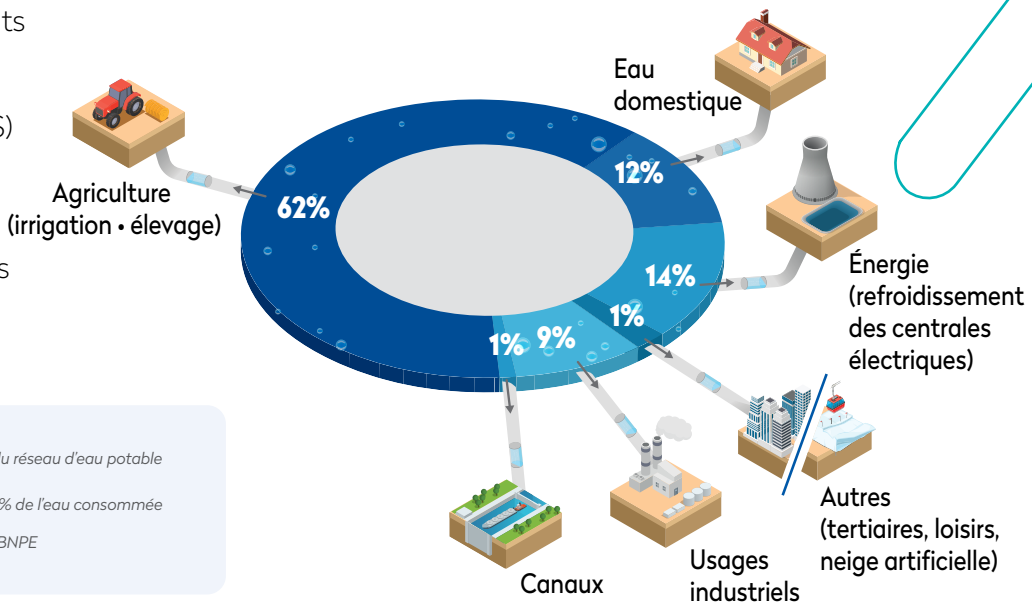
Lecture : l'activité agricole (irrigation et élevage) contribue à 11 % des prélèvements totaux.

Source: Calculs France Stratégie, à partir des bases de données BNPE et IAEP

POUR LES CONSOMMATIONS

Pour passer des prélèvements aux consommations, le Service des données et études statistiques (SDES) du ministère en charge de la Transition écologique a recours à des facteurs de consommation appliqués au volume prélevé.

Contribution des différentes activités anthropique aux consommations en eau



Note : les consommations comprennent l'eau du réseau d'eau potable et l'eau prélevée dans les nappes et rivières.

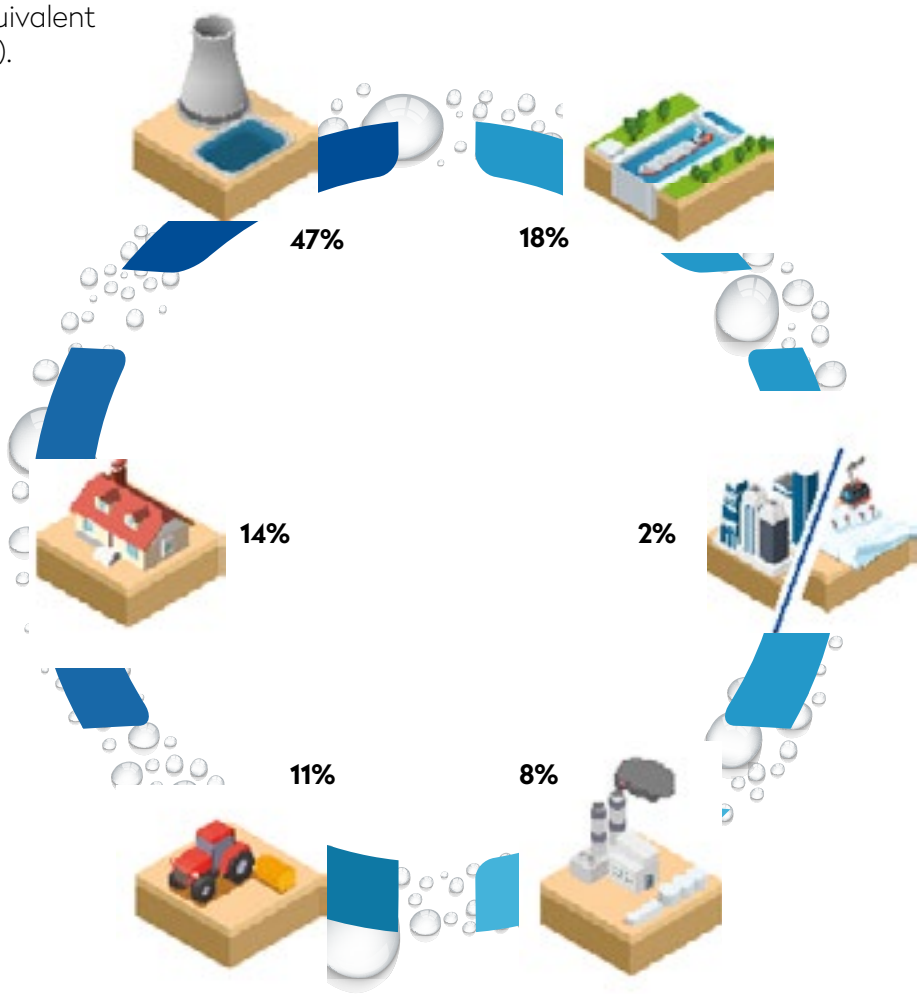
Lecture : en 2020, l'agriculture a consommé 62 % de l'eau consommée en France hexagonale et en Corse.
Source : calculs France Stratégie, à partir de la BNPE

QUI EN UTILISE LE PLUS ?

POUR LES PRÉLÈVEMENTS

La production d'électricité est le secteur qui utilise les plus grandes quantités d'eau, en excluant les quantités mobilisées pour le turbinage des barrages hydroélectriques, qui sont bien plus importantes. Le fonctionnement en circuit de refroidissement ouvert pour les centrales nucléaires nécessite des prélèvements d'eau plus importants qu'avec un système fermé (pour chaque kilowattheure produit, les circuits ouverts mobilisent en moyenne un volume d'eau vingt fois équivalent aux circuits fermés).

L'eau douce est mobilisée pour l'alimentation des canaux, en vue du maintien de la navigabilité ou de la circulation de l'eau dans ces ouvrages, principalement dans le Nord et l'Est de la France. Ils augmenteront avec la mise en service du canal Seine-Nord Europe en 2030. Les fuites peuvent être importantes (25 %).



Les prélèvements alimentent les réseaux publics d'adduction en eau potable, auxquels sont raccordés les ménages, et tous les établissements équipés d'installations sanitaires (écoles, hôpitaux, hôtels, installations sportives…) et certaines entreprises.

Le niveau de prélèvement dépend principalement **de la taille de la population résidente**. D'autres facteurs interviennent : la gestion et l'interconnexion des réseaux, la fréquentation touristique…

Ce chiffre est probablement sous-estimé, en raison d'un nombre de préleveurs inférieurs au seuil de présence dans la BNPE (cf supra).
Les prélèvements sont très majoritairement liés à l'irrigation. La culture du maïs représente 39 % des surfaces irriguées. De plus, les surfaces irriguées concernent d'abord des produits exportés, à usage d'alimentation animale ou humaine (34 %), viennent ensuite la production pour les animaux (28 %) puis pour les humains (26 %).

En tant que solvant ou matière première, **l'eau est un élément indispensable pour de nombreux processus de production**, notamment chimiques, pharmaceutiques et agroalimentaires. Depuis le début des années 1980, pour l'ensemble de ces usages, les prélèvements diminuent à cause de l'amélioration des processus de production et du ralentissement de certaines activités.

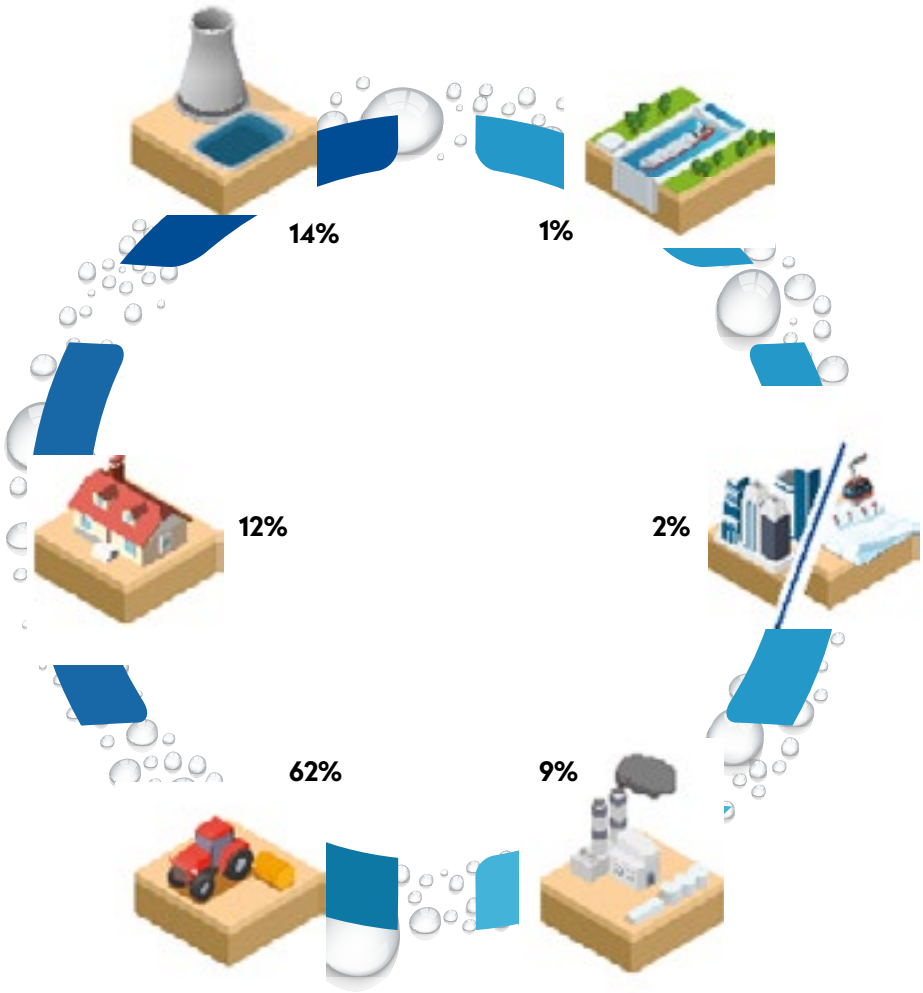
QUI EN UTILISE LE PLUS ?

POUR LES CONSOMMATIONS

Il s'agit surtout de **la consommation liées aux centrales en circuit fermé**. Dans ces dernières, 60 à 65% de l'eau utilisée part dans l'atmosphère sous forme de vapeur d'eau à la sortie des tours de refroidissement.

Pour l'eau prélevée en vue d'alimenter les canaux de navigation, **on considère que la consommation est quasi-nulle**.

La convention statistique française, faute de données sur la part consommée (c'est-à-dire évaporée et incorporée) lors de l'utilisation par les ménages, considère que **la consommation est le résultat des fuites des réseaux**. En France, en 2020, la moyenne pondérée du taux de fuite des réseaux s'élève à 20 %.



Il s'agit principalement de la part incorporée et/ou évaporée de l'arrosage des parcs, des espaces verts, des stades, des golfs, aux thermes et à la production de neige artificielle.

La part de l'eau qui ne retournera pas dans le milieu **dépend du système d'irrigation**.

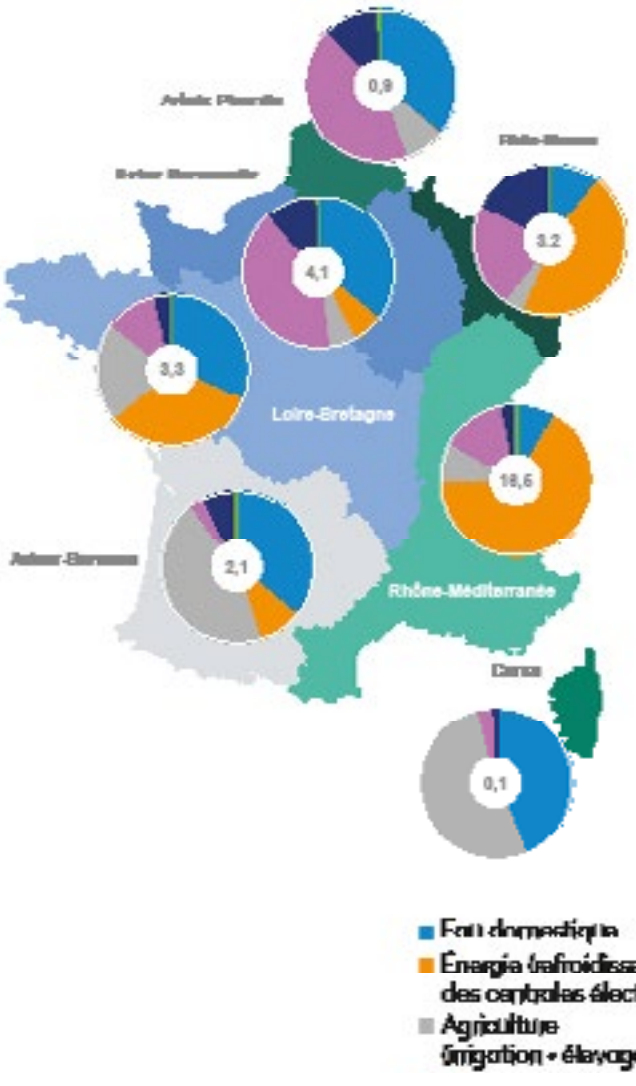
Par exemple, pour la micro-irrigation, presque toute l'eau est incorporée par les plantes ou évapotranspirée.

En affinant les facteurs de consommation, les **industries agroalimentaires, chimie-pharmacie** et **le traitement des déchets et des eaux usées** sont les **secteurs industriels les plus consommateurs**.

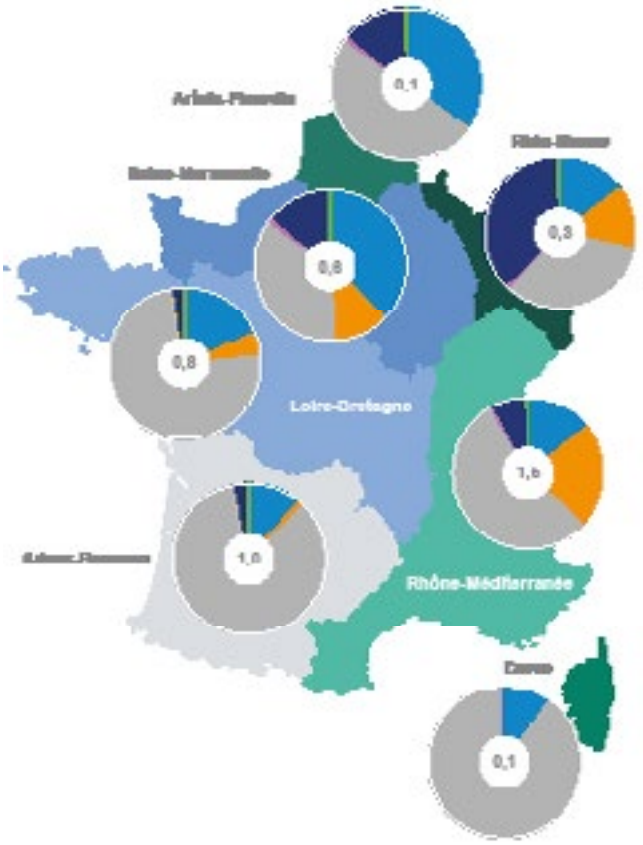
QUI EN UTILISE LE PLUS ?

Les volumes prélevés et consommés varient entre les 7 bassins versants français en **fonction des activités prédominantes**.
A titre d'exemple, 80% des prélèvements du secteur de production de l'énergie se situent dans le bassin Rhône Méditerranée. Les prélèvements en eau potable sont élevés dans le bassin Seine Normandie qui concentre 28% de la population hexagonale.

Prélèvements dans les sept bassins versants hydrographiques de France hexagonale et de Corse en 2020



Consommations dans les sept bassins versants hydrographiques de France hexagonale et Corse en 2020



Source : France Stratégie

Lecture : les chiffres indiquent les volumes prélevés et consommés en milliards de m3, les camemberts, la répartition de ces volumes entre les activités. En 2020, 16,5 milliards de m3 ont été prélevés dans le bassin versant Rhône-Méditerranée, dont 66 % pour la production d'énergie, et 1,5 milliard de m3 ont été consommés dont plus de la moitié pour l'agriculture.

Source : calculs France Stratégie, à partir de la BNPE

#4

LES RISQUES MAJEURS

LIÉS À LA RESSOURCE EAU

LES RISQUES MAJEURS LIÉS À LA RESSOURCE EAU

LA RESSOURCE EAU EST UN ÉLÉMENT ESSENTIEL POUR UN MONDE DURABLE, SAIN ET PROSPÈRE.

La perception de l'eau en tant que « **bien commun** » prime lorsqu'il s'agit de **sécuriser la ressource en eau**. Il ne s'agit pas uniquement de trouver des solutions techniques, localisées, mais de créer des coopérations multiples, à différentes échelles (États, institutions, organisations professionnelles...) pour une gestion activement partagée des risques.

Les risques en lien avec l'eau peuvent se manifester de trois façons :

- **trop d'eau** (précipitations extrêmes, inondations, ondes de tempête) ;
- **trop peu d'eau** (sécheresse, pénurie, insécurité économique de l'eau) ;
- **eau impropre à la consommation** (pollution, microplastiques, salinité).

Chaque année, depuis près de vingt ans, le **Forum économique mondial** publie un rapport d'analyse sur les risques mondiaux sur un an, deux ans et dix ans, afin d'aider les donneurs d'ordre à adopter des pratiques visant à équilibrer les risques à court et à long terme.

En 2024, les risques environnementaux continuent de dominer le paysage des risques à court et long terme. **Quatre des cinq principaux risques de long terme sont étroitement associés à l'eau**. Toutefois, le mot « eau » a disparu du paysage des risques mondiaux.

Phénomènes météorologiques extrêmes

Changements critiques dans les systèmes terrestres

Perte de biodiversité et effondrement des écosystèmes

Pénurie de ressources naturelles

Désinformation et mésinformation

L'eau ne peut pas être considérée comme un risque externe ou périphérique, **c'est un risque « cœur »**. **L'utilisation et le cycle de l'eau douce est d'ailleurs une des limites planétaires**, dépassée de surcroît en novembre 2023.

Pour changer cela, les entreprises ont un rôle important à jouer à la fois dans la meilleure **compréhension de leur exposition aux risques** et dans **la gestion résiliente et concertée de l'eau**.

LES RISQUES MAJEURS LIÉS À LA RESSOURCE EAU

COMMUNÉMENT, LES RISQUES LIÉS À L'EAU SONT PRÉSENTÉS EN TROIS CATÉGORIES :

- **les risques physiques** ;
- **les risques de réputation** ;
- **les risques réglementaires**.

Les risques physiques sont souvent déjà intégrés dans le pilotage de l'activité des entreprises. En revanche, les deux autres risques le sont moins.

Risques Physiques	Risques de réputation	Risques réglementaires
La pénurie d'eau	Une mauvaise réputation médiatique	Les investissements liés à la réglementation
La menace des écosystèmes	L'évolution des comportements des consommateurs	Les mesures de restriction d'eau
La pollution des ressources en eau	La perte de parts de marché à la suite d'une condamnation	
Les inondations	Le risque cyber	
La mauvaise gestion des ressources en eau		

LES RISQUES PHYSIQUES

Les entreprises sont exposées à différents risques physiques liés à l'eau en fonction de leurs activités et des endroits où se situe leur chaîne d'approvisionnement et/ou de distribution.
Les pénuries d'eau, la menace des écosystèmes, la pollution des ressources en eau, les inondations et la mauvaise gestion des ressources en eau représentent les plus grandes menaces.

La pénurie d'eau

L'eau est indispensable dans plusieurs procédés de fabrication, mais en tension croissante. La raréfaction de l'eau entraîne d'importantes perturbations pour les entreprises et représente donc un **enjeu essentiel de performance économique et environnementale**.

LES RISQUES MAJEURS LIÉS À LA RESSOURCE EAU

À l'échelle mondiale, la pénurie d'eau a déjà entraîné la fermeture de certaines centrales électriques, le blocage de voies commerciales avec des impacts financiers colossaux et le durcissement de la réglementation.

Lancé en 2023 en France, **le Plan eau comprend une cinquantaine de mesures visant la sobriété dans l'usage de la ressource**. Cinquante sites industriels à forts enjeux ont été identifiés pour bénéficier d'un accompagnement ciblé.

Dans le **secteur agricole**, la **sécheresse de 2022** a mis en évidence un **niveau insuffisant de préparation** à la gestion de ce type d'événement et a révélé des **vulnérabilités dans le modèle français**. Le Haut Conseil du Climat a souligné que, en l'état actuel du système agricole, le taux de sinistralité lié à la sécheresse augmente.
Le seuil de 2,6 milliards d'euros de dommages serait dépassé en moyenne tous les dix ans si toutes les exploitations agricoles de métropole étaient assurées.

Enfin, pour les acteurs de l'eau potable, la **question du modèle économique se pose**. « *Actuellement, l'eau paie l'eau, plus on consomme, plus on facture. Il faut changer ce modèle, car la réduction de la consommation va entraîner une réduction des recettes, ce qui est contradictoire. Cela a été fait dans le secteur des déchets : la perte de volumes a été compensée par des primes. On peut aussi se demander s'il ne faudrait pas augmenter le prix de l'eau, afin de financer les investissements futurs* » (Alexandre Mayol, économiste, Le Point, 24 mars 2024).

TÉMOIGNAGE SECTEUR INDUSTRIE

Poser les constats des impacts du changement climatique sur la ressource en eau, c'est acter de la **nécessité d'apprendre à mieux intégrer dans nos réflexions et actions les risques liés à l'eau**. L'augmentation des phénomènes extrêmes (sécheresse, inondation…) et leur fréquence conduisent à considérer **l'eau comme un enjeu systémique**. La ressource eau impacte les acteurs industriels tant sur l'accès à la ressource qu'en termes de rejets, mais également sur les coûts, l'énergie et la maintenance liées à l'eau, la continuité d'activité, la performance économique ainsi que la valorisation des actifs, en fonction de la localisation. L'identification et la mesure des prélèvements, des consommations et de la pollution de l'eau sur l'ensemble de la chaîne de valeur sont un préalable pour disposer des données utiles aux actions d'amélioration de la performance (industrielle, économique, environnementale…). **L'empreinte eau est un nouveau challenge de durabilité pour ces entreprises.**

Ludovic Duriez
Industrie

LES RISQUES MAJEURS LIÉS À LA RESSOURCE EAU

La menace des écosystèmes

Un milieu aquatique est dit pollué lorsque son équilibre a été modifié de façon durable par l'apport en quantités trop importantes, soit de substances plus ou moins toxiques, (d'origine naturelle ou issues d'activités humaines), soit d'eaux trop chaudes. Pour mesurer l'ampleur de la contamination potentielle des milieux aquatiques, il suffit de considérer que la **production de produits chimiques a été multipliée par cinquante depuis 1950** et **les projections optimistes indiquent qu'elle pourrait encore tripler d'ici à 2050** (source : mission d'information sur la gestion de l'eau du Sénat).

Ces pollutions peuvent entraîner **divers types de nuisances : augmentation de la mortalité de certaines espèces animales ou végétales jusqu'à parfois les faire disparaître, altération des capacités physiologiques, détérioration de la qualité de l'eau au point de la rendre impropre à certains usages, comme l'alimentation humaine**.

Le rapport de mai 2024 du Fonds mondial pour la nature (WWF) alerte sur le **déclin de la biodiversité dans les rivières françaises hexagonales** : - 0,4 % des populations d'oiseaux et de poissons observées en rivière.
L'intensification des pratiques agricoles a participé de manière forte à recalibrer les rivières en les approfondissant et en les élargissant, à arracher les haies incluant les ripisylves, espace d'échanges entre les milieux terrestres et le milieu aquatique (perte de 43 % entre 1975-1985 et 2006). Le drainage des terres qui l'a accompagné a aussi contribué à la disparition de près de la moitié des zones humides entre 1960 et 1990.

LES RISQUES MAJEURS LIÉS À LA RESSOURCE EAU

La pollution des ressources en eau

Sur l'aspect qualitatif, les entreprises doivent **connaître la qualité de leurs rejets**. Les eaux usées peuvent, dans certains cas, être écotoxiques et endommager la vie aquatique. Un milieu aquatique pollué peut aussi représenter un danger sanitaire pour l'homme. **Les effluents rejetés doivent être exempts** :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages.

Cette dimension est également intégrée dans le Plan eau. Un des axes consiste à prévenir les pollutions diffuses, préserver et restaurer le grand cycle de l'eau. Des mesures visent à **prévenir la pollution des milieux aquatiques** et en particulier à **renforcer la protection des aires d'alimentation de captage** (zone en surface sur laquelle l'eau qui s'infiltre ou ruisselle alimente le captage). Pour la restauration du grand cycle de l'eau, **les actions portent sur le développement de solutions fondées sur la nature** (restauration de zones humides, renaturation…).

Comme souligné dans le rapport « *Pour une agriculture bas carbone, résiliente et prospère* » du Shift Project, les activités agricoles sont la source de pollutions dites diffuses, car dispersées dans l'espace et le temps, des milieux aquatiques par des substances indésirables : nitrates dérivés des fertilisants azotés ou suite au retournement de prairies et molécules dérivées des produits phytosanitaires.

Ces pollutions protéiformes : microbiologique (parasites, bactéries…), chimiques (pesticides, hydrocarbures…) ou **thermiques sont souvent invisibles**. Le défi permanent dans la gestion de l'eau potable est de fournir aux utilisateurs **une eau à domicile répondant aux standards alimentaires** en détectant toutes ces formes de pollution.

TÉMOIGNAGE ENJEU POLLUTION

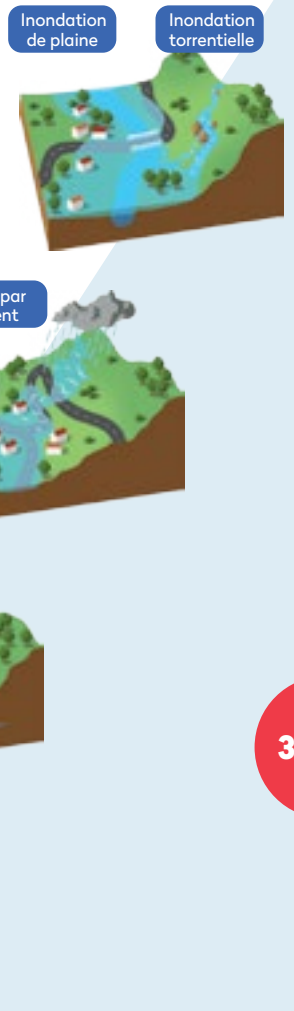
Préserver la qualité de l'eau et restaurer des écosystèmes sains et fonctionnels est l'enjeu 3 du Plan eau lancé en avril 2023. Il s'agit, d'une part, de prévenir la pollution des milieux aquatiques en renforçant notamment la protection des aires d'alimentation de captage et il convient parallèlement, de développer des solutions fondées sur la nature dans la gestion de l'eau, pour restaurer le grand cycle de l'eau. Depuis plusieurs années, les cas de pollution instruits par nos experts montrent combien cette politique est essentielle (contamination PFAS, remobilisation d'une ancienne pollution près d'un champ captant…). **Enfin, les pressions sur la qualité des eaux sont majorées dans un contexte de raréfaction de la ressource en eau**.

Dominique Delmas
Environnement

LES RISQUES MAJEURS LIÉS À LA RESSOURCE EAU

Les inondations

L'inondation est un phénomène naturel de submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Plusieurs types de phénomènes naturels peuvent conduire à des inondations.
La connaissance de l'aléa guide l'identification des impacts possibles : risques pour les personnes, les bâtiments, les outils de production, les réseaux... Elle donne aussi une idée de l'ampleur de ces impacts et de leur incidence sur l'activité. **Les plans de prévention des risques naturels et les programmes d'actions de prévention contre les inondations y contribuent significativement**. La mise en œuvre de ces outils s'appuie sur un changement de paradigme : **la fin du « tout tuyau »** pour privilégier la gestion à la source des eaux pluviales et **la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature** telles que la désimperméabilisation.



En France, le risque inondation est l'un des premiers risques naturels par l'importance des dommages qu'il provoque, le nombre de communes concernées, l'étendue des zones potentiellement inondables (27 000 km²) et les populations résidant dans ces zones (19,5 millions d'habitants exposés, soit 29 % de la population française) selon le ministère de la Transition écologique dans son panorama 2023.

L'inondation est également une menace pour les activités économiques, puisque ce risque concerne un tiers des emplois et plus de 15 % des entreprises, comme l'indique l'Observatoire national des risques naturels.

TÉMOIGNAGE SECTEUR AGRICOLE

« *Nul ne connaît la valeur de l'eau avant que le puits tarisse.* » Benjamin Franklin. Pour l'agriculteur, **l'eau est à la fois une ressource vitale et une menace**. Indispensable pour irriguer ses cultures et abreuver ses animaux, elle devient un cauchemar en cas d'excès : semis retardés, récoltes détruites, terres emportées, ou bâtiments ravagés. Les récents événements de grande ampleur (EGA) ont révélé des images frappantes, rappelant **l'urgence de mesures préventives** : aménagements adaptés (systèmes de pentes, caniveaux de protections, surélévations...), réservoirs pour les périodes sèches et sécurisation des systèmes d'irrigation en se spécialisant dans les premières réparations. **L'eau reste ainsi une priorité absolue pour garantir la pérennité de son activité**.

Romain Faron
Agriculture Agroalimentaire

LES RISQUES MAJEURS LIÉS À LA RESSOURCE EAU

La mauvaise gestion de la ressource eau

L'enjeu consiste à conserver/détenir de l'eau en qualité et en quantité suffisante pour tous malgré le risque de pénurie.

En France, des mesures sont en place pour **préserver les utilisations prioritaires de l'eau** (santé, sécurité civile et approvisionnement en eau potable). Des restrictions d'eau graduelles et temporaires sont déclenchées progressivement par les préfets en fonction de quatre niveaux de gravité du stress hydrique : vigilance, alerte, alerte renforcée et crise.

Les seuils entraînant des mesures de restrictions sont déterminés par les préfets et les **mesures sont adaptées aux usages : domestiques** (arrosage pelouse, lavage voiture...), agricoles (interdiction d'irriguer un jour par semaine...), industriels (réduction progressive d'activité, recyclage de certaines eaux de nettoyage...).

La sécurisation et la modernisation des infrastructures de distribution d'eau potable, d'assainissement et de gestion des eaux pluviales est également un enjeu. Selon l'Union des industries et des entreprises de l'eau (UIE), le réseau d'eau potable français s'étend sur 956 000 km (dont 48 % en milieu urbain et 52 % en milieu rural) et le réseau des eaux usées couvre un linéaire de plus de 326 000 kilomètres, avec 88 % de celui-ci situé en zone urbaine et 12 % en zone rurale. La valeur du patrimoine des infrastructures est estimée à plus de 450 milliards d'euros, soit plus de 15% du PIB français. L'efficacité de l'utilisation de cette eau dépend du bon état de ces réseaux. Selon la mission d'information sur la « Gestion durable de l'eau : l'urgence d'agir pour nos usages, nos territoires et notre environnement », le taux de renouvellement de nos infrastructures est autour de 0,6 à 0,7 par an. Cela équivaut donc que les réseaux tiennent 150 ans, ce qui est impossible.

LES RISQUES DE RÉPUTATION

Les entreprises qui travaillent/produisent et s'approvisionnent dans des zones où l'eau est une source de tension ou d'insécurité courent de **sérieux risques de réputation en cas de différends ou d'autres conflits avec les communautés locales** à propos de la répartition **des ressources en eau**.

Des conflits d'usage commencent à voir le jour. Dans le secteur agricole, les mégabassines concentrent les critiques. Le secteur touristique est également de plus en plus visé. En montagne, les canons à neige et les retenues collinaires sont mobilisés. Au total, Domaines skiables de France évalue les volumes prélevés à 25 millions de m^3 environ. Cela est équivalent à la demande annuelle d'eau potable de la métropole de Grenoble. Bientôt, des fleuves comme le Rhône pourraient être au centre de conflits d'usage entre l'agriculture, l'industrie et la population.

LES RISQUES MAJEURS LIÉS À LA RESSOURCE EAU

Une mauvaise réputation médiatique

L'entreprise Coca-Cola s'est retrouvée sur la sellette en Inde. Accusée de vider les nappes phréatiques, elle s'est associée au gouvernement et à des partenaires à but non lucratif pour adopter des pratiques plus respectueuses et réduire sa consommation d'eau d'un cinquième. Coca-Cola a également publié des rapports sur ses pratiques de gestion de l'eau et ses engagements en matière de durabilité.

L'évolution du marché oblige les entreprises à prouver constamment leur valeur. Dans le domaine de la gestion de l'eau**, la crédibilité est essentielle**. Les clients potentiels veulent des preuves avant de faire confiance à une entreprise.

La désaffection des Français pour l'eau du robinet est un autre phénomène révélateur. **En 2023, le pack d'eau de la marque Cristalline est le produit le plus vendu** dans les supermarchés. Une part de cette évolution vient de la perception de la dégradation de la qualité de la ressource. La contamination est avérée mais reste souvent localisée. **La médiatisation donne immédiatement un retentissement national à des contaminations ciblées**, et chacun se sent concerné. Par ailleurs, en raison d'une certaine ignorance, compréhensible, sur l'efficacité des traitements de l'eau, **l'opinion a tendance à assimiler dégradation de la ressource en eau à dégradation de l'eau distribuée**. Ces deux phénomènes ont généré une certaine appréhension sur la qualité de l'eau distribuée.

L'évolution des comportements des consommateurs

En septembre 2024, **Ecolab a annoncé les conclusions de sa deuxième étude Watermark™ annuelle** qui analyse la consommation équitable et durable à travers le monde.

En Europe, les **Français sont les plus préoccupés par la question de l'eau potable** (82 % des sondés) et **celle de l'accès à l'eau** (77 % des sondés), avec des effets notables sur leurs comportements d'achat. Les Français sont donc prêts à changer de comportement pour préserver l'eau :

- **63 % d'entre eux déclarent être prêts à payer 1 % de plus** (ou plus) pour des produits davantage respectueux de l'environnement ;
- **56 % sont disposés à payer une prime sur la durabilité** pour les articles de tous les jours (ex : textile) ;
- **47 % des Français déclarent éviter d'acheter des produits qui surconsomment de l'eau**.

LES RISQUES MAJEURS LIÉS À LA RESSOURCE EAU

La perte de parts de marché à la suite d'une condamnation

Une commission d'enquête parlementaire qui vise l'entreprise Nestlé Waters a été entérinée jeudi 7 novembre 2024 au Sénat pour justifier l'utilisation, pendant plus de quinze ans de traitements de filtration interdits. Nestlé Waters, au cœur du scandale depuis janvier 2024, doit déjà payer une amende de 2 millions d'euros en raison de l'utilisation de traitements de filtration non autorisés sur les eaux minérales et de forages exploités sans autorisation.

Nestlé Waters pourrait ainsi faire face à une crise de défiance susceptible de se répercuter sur les autres acteurs du secteur.

Le risque cyber

Les applications connectées pour la gestion de l'eau sont multiples (gestion de la température, de la pression, qualité des eaux grâce au suivi en temps réel, détections des fuites et maintenance prédictive...). La plupart de ces applications reposent sur une configuration qui s'est développée ces dernières années : **la maintenance à distance. Cette évolution augmente la surface d'attaque et constitue une menace sur le plan de la cybersécurité**. De plus, il existe une vraie divergence de maturité entre les différentes entités du secteur de l'eau.
L'Anssi a révélé que 46 entités avaient été touchées par un événement de sécurité informatique entre janvier 2021 et août 2024.

TÉMOIGNAGE CYBER

Les compromissions d'accès aux informations d'identification sont souvent à l'origine des incidents de cybersécurité portant sur les systèmes de pilotage / maintenance à distance des infrastructures. Les attaques prennent la forme **d'opérations de sabotage**, visant à déstabiliser l'activité ou empêcher toute exploitation, plus courantes ces dernières années sont les attaques à visée lucrative (rançonnage, revente de données exfiltrées ...). **Souvent dues à des accès non suffisamment sécurisés** (ports ouverts, faiblesses des mots de passe ...), **les actions de prévention / diagnostic sont déterminantes pour identifier les vulnérabilités et les couvrir.**

Romuald Blondel
Cybersécurité

LES RISQUES MAJEURS LIÉS À LA RESSOURCE EAU

LES RISQUES RÉGLEMENTAIRES

Les investissements liés aux réglementations

Le secteur de l'eau fait face à un renforcement de la réglementation européenne pour répondre aux défis liés au changement climatique, telles que la raréfaction de la ressource ou la pollution des eaux et des milieux :

- directive eau potable,
- révision de la directive eaux résiduaires urbaines, décret sur le socle commun des boues...

D'autres évolutions réglementaires sont à anticiper, notamment en ce qui concerne le grand cycle de l'eau.

L'évolution de la réglementation pourrait ainsi doubler les montants d'investissements nécessaires :

- mise en œuvre de la directive eau potable qui élargit la liste des substances à surveiller ;
- directive eaux résiduaires urbaines, mise en place d'un système d'assainissement secondaire, traitement ternaire pour l'azote et le phosphore, traitement quaternaire contre les micropolluants, neutralité énergétique des stations d'épuration...

Ces deux points appellent à un perfectionnement des techniques de traitement de l'eau, qui nécessite de réaliser des **investissements de mise aux normes ou de montée en gamme**.

Le traitement des pollutions pose également la question de l'engagement de la responsabilité des pollueurs historiques : l'obligation de traitement des micropolluants vise ainsi à s'appuyer sur un financement par les metteurs sur le marché (toute personne physique ou morale qui, à titre professionnel, introduit un produit sur le marché pour la première fois), selon des modalités restant à établir dans le cadre de la transposition de la directive eaux résiduaires urbaines en droit français.
Une réflexion similaire pourrait s'ouvrir sur la prise en charge des coûts de traitement des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS) si la réglementation venait à évoluer.

REPÈRES

Eau potable
2,11 €/M³

Assainissement collectif
2,19 €/M³

Facture annuelle moyenne de **516 € par foyer**

PRIX MOYEN TOTAL (BASE 120 M³) = **4,3 €/m³**

Source : OFB

LES RISQUES MAJEURS LIÉS À LA RESSOURCE EAU

La Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR) estime que **les coûts vont augmenter de « 30 % à 50 % d'ici 2030-2035 »**, plaide pour « **trouver d'autres ressources financières** » et pour que cette augmentation ne soit pas reportée exclusivement sur les tarifs de l'eau potable et de l'assainissement.

La filière française de l'eau estime à 15 milliards d'euros sur cinq ans, soit 3 milliards d'euros supplémentaires par an d'investissements, à comparer aux 5,5 milliards investis actuellement, pour rattraper le retard d'investissements dans le petit cycle de l'eau (équipements et réseaux) et adapter les services aux évolutions réglementaires.

Alors que le prix de l'eau est considéré comme « relativement faible » en France, à 4,30 € le mètre cube (1 000 litres) en moyenne, avec de fortes disparités entre territoires, les acteurs prévoient que la part de la facture d'eau dans le budget des ménages passera de 0,8 % à 1 %, puis 1,2 % dans la décennie à venir.

Les mesures de restriction d'eau

En période de sécheresse, lorsqu'une pénurie d'eau est prévisible sur une zone géographique déterminée, **des restrictions d'eau, graduelles et temporaires, sont déclenchées par les préfets pour préserver les utilisations prioritaires**.

Chaque année, de 2015 à 2022, plus de la moitié des départements de France métropolitaine ont connu des restrictions durant l'été sur tout ou partie de leur territoire.

Lancée en 2023, la plateforme VigiEau permet à chacun, en saisissant son adresse ou en autorisant sa géolocalisation, de s'informer de la situation locale en matière de sécheresse et de prendre connaissance des restrictions d'usage de l'eau décidées par le préfet.

Ces restrictions varient selon les usages (domestiques, agricoles, industriels).
Le système français de gestion de la sécheresse vise à adapter les restrictions d'eau de manière progressive et localisée, en fonction de la gravité de la situation, tout en préservant les usages essentiels de l'eau.

Dans des situations au cours desquelles l'eau se raréfie en qualité et en quantité, il est à craindre que certains secteurs et usagers veuillent bénéficier de la ressource de façon urgente, essentielle, en fonction d'intérêts et d'enjeux singuliers. Cependant, **une gestion contrôlée apparaît nécessaire face à des risques majeurs**. Il convient d'anticiper de forts conflits d'usage et donc **un risque de « bataille des dérogations»**. En cas de crise aiguë, tous les secteurs ne pourront pas faire l'objet de dérogations. La mission d'information sur la gestion de l'eau du Sénat considère que **l'État devrait expliciter sans tarder les usages prioritaires en cas de crise généralisée.**

#5

L'EXPERT À VALEUR AJOUTÉE :
LA CLAIMS FEEDBACK INTELLIGENCE

L'EXPERT À VALEUR AJOUTÉE : LA CLAIMS FEEDBACK INTELLIGENCE

NOTRE RESPONSABILITÉ : CONTRIBUER À L'UTILITÉ PUBLIQUE PAR NOTRE APPROCHE CLAIMS FEEDBACK INTELLIGENCE

Notre métier nous place dans une **position très singulière** :

- **d'intervenant de terrain** au contact de tous les secteurs et de tous les acteurs de ces secteurs ;
- **d'observateur de situations de risque**, diverses et évolutives.

Cette double position apporte des clés pour maîtriser des risques, parfois encore en cours d'évaluation.

Chaque sinistre constitue la matérialisation d'un risque qui résulte du dysfonctionnement d'un ensemble, d'un système et qui, en même temps, offre l'opportunité de remettre cet ensemble en équilibre durable.

Grâce à notre approche **Claims Feedback Intelligence**, nous pouvons montrer avec objectivité, à quel point l'eau exige notre engagement.

Claims Feedback Intelligence est la combinaison :

- de l'analyse des datas issues de 400 000 sinistres instruits par an ;
- des compétences de nos 850 experts et de la mise en commun de leur expérience ;
- de nos échanges avec les acteurs d'un sinistre. Les entreprises de tous les secteurs économiques, les assureurs, les courtiers, les instances professionnelles, les collectivités territoriales, les particuliers, les organes de l'État...
- d'une méthode d'analyse systématique en 5 dimensions. La technique, le financier, le droit, l'assurance et le contexte.

La Claims Feedback Intelligence nous permet **d'extraire la valeur de nos expertises pour nourrir l'indispensable prévention qu'imposent ces évolutions**.

L'EXPERT À VALEUR AJOUTÉE : LA CLAIMS FEEDBACK INTELLIGENCE

La mind map appliquée aux enjeux de la ressource eau permet de présenter notre approche Claims Feedback Intelligence de manière systémique et globale.

GRANDS UTILISATEURS DE L'EAU

- Notions eau disponible, prélèvements, consommations
- **Top 1 prélèvement :** refroidissement des centrales
- **Top 1 consommation :** usages agricoles

RESSOURCE NATURELLE

Présence

- Masse d'eau constante
- Répartition spatio-temporelle inégale

Qualité

- Traitements des eaux usées
- Variation de températures

En cycle

- Cycle naturel de l'eau
- Cycle de l'eau domestique
- Impacts du changement climatique
  - › accélération, incertitude

RESSOURCE EAU

PRINCIPAUX RISQUES LIÉS À L'EAU

- Risques physiques (pénurie, menace des écosystèmes, pollution des ressources, inondation, mauvaise gestion de la ressource)
- Risques de réputation (médiatique, comportements des consommateurs, perte de marché, risque cyber)
- Risques réglementaires (investissement, mesures de restriction)

COMMENT AGIR ?

Quantifier et comprendre

- Bilan de consommation (ex : DIAG'EAU)
- Evaluation du « coût de l'eau » (direct, indirect et induit)
- Calcul de l'empreinte eau

Réduction de la vulnérabilité

- Diagnostic de vulnérabilité (ex : autodiagnostic DRIEAT, diagnostic PAPI)
- Identification des facteurs de vulnérabilité
- Plan d'action

Trajectoire de sobriété

- Diagnostic de sobriété (ex : guide d'appropriation Comité Stratégique Filière Eau, diagnostic CCI)
- Identification des leviers de performance
- Plan d'action

POUR ALLER PLUS LOIN, NOTRE ÉQUIPE RÉFÉRENTE

Romain Faron
Agriculture Agroalimentaire

Ludovic Duriez
Industrie

Sébastien Poirier
Filière eau

Romuald Blondel
Cybersécurité

Dominique Delmas
Environnement

Armelle Legrand
Veille juridique et normes

Tiphaine Duriez
Partenaires stratégiques

Pour en savoir plus :
tduriez@saretec.fr

Groupe SARETEC